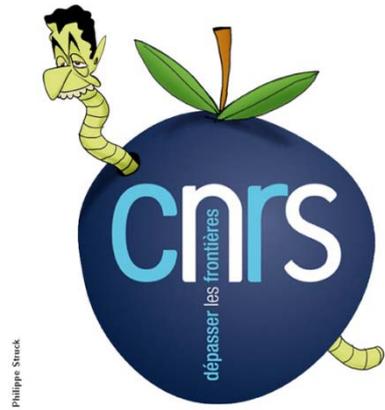


**LE CNRS, C'EST NOUS !  
NE LE LAISSONS PAS  
MOURIR SANS REAGIR**



*« les organismes de recherche doivent opérer leur transformation en agences de moyens. C'est pour cela que nous allons simplifier l'organisation du CNRS en créant des Instituts internes qui seront des agences de moyens. C'est pour cela que nous allons restructurer, intégrer, simplifier l'organisation de la recherche dans les sciences du vivant et de la santé. » N. Sarkozy, le 22 janvier 2009*

Pour nous organiser et agir :

## **AG des personnels CNRS et des laboratoires associés**

**Jeudi 12 Février – 10h**

**Au Siège du CNRS, 3 rue Michel-Ange, Paris 16  
(Métro Michel-Ange Auteuil).**



## **Un coup d'arrêt au projet de démolition du CNRS !**

Le gouvernement est lancé dans une entreprise de destruction systématique du système d'enseignement supérieur et de recherche (ESR) du pays. Cette opération de destruction, camouflée sous le nom de réforme, vise toutes les catégories de personnel, qu'ils soient statutaires ou non. L'attaque porte sur le statut des universitaires comme sur celui du principal organisme de recherche du pays, dont une très grande partie de l'activité se déroule dans des UMR (unités mixtes de recherche), au sein d'universités. Alors même que depuis 2004 et les Etats Généraux de la Recherche, la communauté concernée a démontré sa volonté de mettre en oeuvre une refondation de notre système d'ESR, toutes les réformes récentes ont été mises en place sans aucune concertation, pire, en écartant les propositions émanant du milieu de l'ESR.

La mise en place de la loi LRU est en train de transformer profondément la nature de nos universités et entraînerait une remise en cause radicale du statut de l'ensemble de ses personnels. L'évolution du système d'ESR voulue par la communauté universitaire et des EPST n'est pas celle que veut nous imposer le gouvernement. Nous le dirons à nouveau, énergiquement, lors de la manifestation nationale du 10 février.

Le 22 janvier 2009, dans un discours d'une rare violence contre l'ensemble du système français de recherche, le Président de la République a annoncé la transformation du CNRS en plusieurs agences de moyens, en petites ANR spécialisées. Ceci sans aucune considération pour la désorganisation cataclysmique qui en résulterait, ni pour les 30000 agents de cet organisme dont la richesse réside précisément dans la qualité et le dévouement de ses personnels, toutes les catégories y prenant leur part. Cette transformation est déjà en marche sous la houlette d'une direction de l'organisme qui a accepté jusque là toutes les volte-faces humiliantes qui lui étaient imposées. Il est temps de signifier aux plus hautes autorités de l'Etat et à la direction que le CNRS vivant, celui qui produit de la science et contribue à une animation scientifique féconde des universités, ce n'est pas un ensemble d'organigrammes, de numéros de laboratoires, de sigles, ou un simple logo qu'il serait possible de faire disparaître du simple fait du prince. Il est temps que tous ensemble nous nous dressions pour dire que nous nous opposerons à cette disparition programmée. C'est pour cela qu'une assemblée générale réunissant l'ensemble de la communauté scientifique (doctorants, post-doctorants, ITA, IATOS, enseignants-chercheurs, chercheurs) au siège du CNRS le jeudi 12 février a discuté collectivement les moyens efficaces pour lutter contre la disparition du CNRS.

Ce que nous voulons, c'est :

- L'abandon de la transformation du CNRS en instituts devenant des agences de moyens.
- Le rétablissement de TOUS les postes supprimés et l'annonce d'un plan pluriannuel pour l'emploi.
- La restitution au CoNRS (Comité National) et aux Conseils Scientifiques de l'intégralité de leurs prérogatives.

Les moyens d'action proposés sont :

- (1) la grève administrative totale : tous les échanges d'informations avec les instituts et le(s) ministère(s) sont désormais suspendus,
- (2) le boycott de l'AERES (refus d'être expert pour l'AERES et refus des laboratoires d'être évalué dans la période actuelle) et de l'ANR (refus d'être évaluateur)
- (3) la grève des cours (rappelons que les chercheurs effectuent en moyenne 30h de cours/an)

D'autres formes d'action seront envisagées. En particulier, comme dans les universités actuellement, on proposera de remplacer les séminaires scientifiques prévus par des débats sur le système d'ESR et son évolution. On discutera aussi des moyens (comme des caisses de solidarité aux grévistes) qui permettront de soutenir concrètement les grèves actuellement en cours dans les universités.

Nous sommes à un tournant décisif pour l'avenir de notre système d'ESR. Toute attitude hésitante, dilatoire ou attentiste serait fatale. Seule une mobilisation massive de tous les personnels peut espérer mettre en échec les désastreux projets du gouvernement. Dressons-nous fièrement ensemble pour défendre notre projet pour l'ESR contre les casseurs du gouvernement!